

Fleur DARGENT
Née le 5 octobre 1987
fleur.dargent@univ-paris13.fr
fleurdargent05@gmail.com



**Maître de conférences en droit public
Université Sorbonne Paris Nord**

PRESENTATION SYNTHETIQUE

THÈSE :

La consultation en droit public interne, soutenue le 9 décembre 2016 à l'Université d'Aix-Marseille, sous la direction du professeur Ariane Vidal-Naquet.

Parue dans la collection « Confluence des droits », vol. 8, Aix-en-Provence, UMR DICE, 2020. En ligne sur <http://dice.univ-amu.fr/fr/dice/dice/publications/confluence-droits>.

DOMAINES DE RECHERCHE :

- Droit constitutionnel : Institutions, Cinquième République, vie politique, libertés fondamentales
- Droit administratif : Droit des étrangers, procédure administrative non contentieuse, contentieux
- Science administrative : procédures participatives, référendum

PARCOURS PROFESSIONNEL

SITUATION ACTUELLE

2024- : **Maître de conférences en droit public** à l'Université Sorbonne Paris Nord

2019-2024 : **Maître de conférences en droit public** à l'Université de Mayotte

Fév. 2019 : **Qualification** aux fonctions de Maître de conférences (CNU section 02)

FORMATION

2010-2016 : **Doctorat**, Université d'Aix-Marseille - ***La consultation en droit public interne***, sous la direction du Professeur Ariane VIDAL-NAQUET. Thèse soutenue publiquement le 9 décembre 2016, devant un jury composé de :

- Julien BONNET, Professeur à l'Université de Montpellier ;
- Jacques CHEVALLIER, Professeur émérite de l'Université Paris II ;
- Didier RIBES, Agrégé des facultés, Maître des requêtes au Conseil d'Etat (rapporteur) ;
- Alix PERRIN, Professeur à l'Université de Bourgogne (rapporteur).

Thèse parue en 2020 dans la collection « Confluence des droits ».

Récompensée par le **prix de l'UMR DICE 7318 en 2017**. Proposition de publication dans la collection d'ouvrages numériques « Confluence des droits ».

Récompensée par le **prix Gaston Jèze en 2018** pour une thèse constituant une recherche fondamentale en droit public.

2009-2010 : **Master 2 droit public approfondi, parcours droit public général**, Université Paul Cézanne, Aix-en-Provence (13), mention bien.

2008-2009 : **Master 1 droit public**, Université Paul Cézanne, Aix-en-Provence, mention assez bien. Obtention du prix du Conseil général des Bouches-du-Rhône pour la meilleure note obtenue en droit des collectivités territoriales (Master 1).

2007-2008 : **Licence 3 droit et sciences politiques**, Université Montesquieu-Bordeaux IV, mention assez bien.

2005-2007 : **Licence 1 et 2 en droit**, Université du Maine, Le Mans, mention bien.

POSTES ET RATTACHEMENTS PROFESSIONNELS

Maître de conférences à l'Université Sorbonne Paris Nord (Paris XIII), sept 2024-

Maître de conférences à l'Université de Mayotte, 2019-2024

Chercheur associé au CRJ, Université de La Réunion

Post-doctorat à l'Université de La Réunion (Centre de recherche juridique), 2018-2019.
ATER à l'Université de La Réunion, 2017-2018.
ATER à l'Université de Montpellier, 2015-2016.
ATER à l'Université de La Réunion, 2013-2014.
Contrat doctoral avec charge d'enseignement à l'Université d'Aix-Marseille, 2010-2013.

ACTIVITÉS PÉDAGOGIQUES

COURS MAGISTRAUX :

- 2025-2026 :**
- Droit constitutionnel – L1 droit
 - Droit administratif – L2 science politique
 - Droit et contentieux des étrangers – M2 droit de l'action publique et des libertés – Université de La Réunion
 - Droit administratif – IEJ
 - Procédure administrative - IEJ
 - Droit public (droit constitutionnel, droit administratif, fonction publique) – Institut d'études francophones (Athènes, Grèce)
 - Institutions administratives – L1 Pass option droit
- 2024-2025 :**
- Droit constitutionnel – L1 droit/ L1 AES
 - Institutions administratives – L1 droit/ L1 Pass option droit
 - Institutions juridictionnelles – L1 droit (double licence)
 - Droit administratif – IEJ
 - Procédure administrative - IEJ
 - Droit public (droit constitutionnel, droit administratif, fonction publique) – Institut d'études francophones (Athènes, Grèce)
- 2022-2023 :**
- Finances publiques- L2 droit
- 2021-2023 :**
- Procédure administrative – M2 droit public (Université de La Réunion)
 - Institutions internationales et organisation de l'UE – L1 droit

Statut constitutionnel de Mayotte – DU Société, langues et culture de Mayotte

- 2020-2024 :** Droit constitutionnel – L1 AES
Fondamentaux du contentieux – L1 droit
Organisation administrative – L1 droit
- 2019-2024 :** Droits et libertés fondamentaux – L2 droit
Droit international public – L3 droit
Relations internationales et géopolitiques – L1 droit
Grands problèmes politiques et sociaux contemporains – L2 droit
- 2013-2014 :** Science politique – L1 droit (Université de La Réunion)

TRAVAUX DIRIGÉS :

Droit constitutionnel

Droit constitutionnel (L1), 2010-2018- 31 groupes - 455 heures.

Contentieux constitutionnel (M1), 1 groupe - 15 heures.

Droit administratif

Droit administratif général (L2), 6 groupes – 95 heures.

Droit administratif des biens (L3), 1 groupe - 15 heures.

Contentieux administratif (L3), 1 groupe - 15 heures.

Contentieux administratifs spéciaux (M1), 1 groupe – 15 heures.

Droit de l'Union européenne

Institutions de l'Union européenne (L1), 3 groupes - 45 heures.

Système juridique de l'Union européenne (L3), 2 groupes – 36 heures.

Histoire

Histoire de la France contemporaine (Magistère), 1 groupe - 14 heures.

ACTIVITÉS DE RECHERCHE

THESE :

La consultation en droit public interne, sous la direction du Professeur Ariane VIDAL-NAQUET, collection « Confluence des droits », vol. 8, Aix-en-Provence, UMR DICE, 2020. En ligne sur <http://dice.univ-amu.fr/fr/dice/dice/publications/confluence-droits>.

ARTICLES :

« **Le recours aux organismes consultatifs par l'exécutif en période d'état d'urgence** », in N. Clinchamps et J.-J. Menuret (dir.), *Etat de droits, états de crise*, Mare et Martin, 2026, à paraître.

« **Vingt ans de rationalisation du phénomène consultatif : Faut-il supprimer pour simplifier ?** », in Z. Tehe et P.A. Baubron, *La quête d'une simplification du droit : enjeux, paradoxes et perspectives*, IFJD, 2026, à paraître.

« **La remise en cause du droit du sol : vers une acquisition de la nationalité à géométrie variable** », in J. Mouchette et alii, *Etranger et droit*, Mare et Martin, 2025, p. 93-107.

« **Le droit du sol à Mayotte : variable d'ajustement ou boîte de Pandore ?** », JCP G, 15 juillet 2024, n°28, p. 1312-1320.

« **L'Union européenne et la planification spatiale marine dans l'Océan indien : quelles normes, quelle influence ?** », *Revue juridique de l'Océan indien*, 2025, n°35 (à paraître).

« **Les référendums de l'article 72-4 et de l'article 73 al. 7 de la Constitution : navigation en eaux constitutionnelles troubles** », in *Constitutions, peuples et territoires, Mélanges en l'honneur d'André Roux*, Dalloz, 2022, p. 47-57.

« **La protection constitutionnelle de la coutume** » in E. Cornut, H. Fulchiron, E. Ralser, A. Siri, *La place de la coutume à Mayotte*, Projet pour le GIP Mission de recherche droit et justice, 2022, disponible en ligne sur <https://gip-ierdj.fr/fr/publications/la-place-de-la-coutume-a-mayotte/>, p 43-53.

« **Conseil représentatif des français d'outre-mer** », in G. Giraudeau et M. Maisonneuve (dir.), *Dictionnaire juridique des Outre-mer*, Lexis Nexis, 2021.

« **Assises de l'Outre-mer** », in G. Giraudeau et M. Maisonneuve (dir.), *Dictionnaire juridique des Outre-mer*, Lexis Nexis, 2021.

« **Mayotte, dix ans après la départementalisation : bilan critique et perspectives d'évolutions** », in J. Daniel et C. David (dir.), *75 ans de départementalisation Outre-mer*,

Bilan et perspectives. De l'uniformité à la différenciation, coll. Grale, Paris, L'Harmattan, 2021, p. 129-144.

« **L'*amicus curiae* devant le juge administratif. La parole d'un objet juridique non identifié** », in O. Desaulnay (dir.), *La parole en droit public*, coll. L'Unité du droit, Paris, L'Épilogue, 2020, p. 277-279.

« **Les pratiques du Conseil constitutionnel dans le cadre du contrôle de constitutionnalité des lois *a priori*** », in C. Aubry de Maromont et F. Dargent (dir.), *L'habitude en droit*, Actes du colloque de Saint-Denis de La Réunion, 26 octobre 2018, Paris, Institut Universitaire Varenne, 2019, p. 89-105.

« **L'enseignement privé hors contrat mais pas hors contrôle. À propos de la loi du 13 avril 2018 visant à simplifier et mieux encadrer le régime d'ouverture et de contrôle des établissements privés hors contrat** », *AJDA*, 2019, n° 4, p. 216-224.

« **Fausse information : le nouvel arsenal législatif est conforme à la Constitution. À propos de la décision du Conseil constitutionnel n° 2018-773 DC du 20 décembre 2018** », *Entertainment. Droit, médias, art, culture*, 2019, n°2, p. 113.

« **Les échecs du mimétisme constitutionnel en Afrique noire francophone** », *RDP*, 1^{er} septembre 2017, n° 5, p. 1347.

NOTES DE JURISPRUDENCE PUBLIÉES :

Commentaire sous TA Mayotte, ord., 5 février 2020, *M. F.*, req. n° 2000158 et TA Mayotte, ord., 13 février 2020, *M. F.*, req. n°2000210, *RJOI*, 2021, n°30, p. 105.

Commentaire sous TA La Réunion, ord., 29 mai 2020, *Mmes X. et Y.*, req. n°2000415, *RJOI*, 2020, n°29, p. 700.

Commentaire sous TA Mayotte, 14 mars 2018, *M. Charif Keldi*, req. n° 1800227 et 1800228, *RJOI*, 2020, n°27, p. 235.

« **Application de la jurisprudence *Danthon* à la procédure d'extension d'un cimetière communal** », commentaire sous TA La Réunion, 29 septembre 2017, *Mme Maillot et autres*, req. n° 1500776, 1500778, *RJOI*, 2019, n°26.

« **Reconnaissance du statut de lanceur d'alerte à un fonctionnaire victime d'un accident de service** », commentaire sous TA La Réunion, 5 décembre 2016, *Mme Cleux c/ CHU de La Réunion*, n° 1400727, 1500633, 1600473, *RJOI*, 2018, n° 25, p. 282.

« **Illégalité de la mise à la retraite d'office d'un fonctionnaire sans proposition de reclassement** », commentaire sous TA La Réunion, 17 mars 2016, *Mme Vignaud*, n° 1100202, *RJOI*, 2018, n° 25, p. 282.

« **Le Conseil constitutionnel de nouveau confronté aux libertés universitaires** », commentaire de la décision du Conseil constitutionnel, n° 2010-20/21 QPC du 6 août 2010, *M. Jean C. et autres*, *RFDC*, 2011/2, n° 86, pp. 284-289.

« **Le régime des pensions face au principe d'égalité** », commentaire des décisions du Conseil constitutionnel, n° 2010-108 QPC du 25 mars 2011, *Mme Marie-Christine D.*, et n° 2010-83 QPC du 13 janvier 2011, *M. Claude G.*, *RFDC*, 2011/3, n° 87, pp. 598-601.

AUTRES CONTRIBUTIONS :

« Un territoire, deux revendications : l'équation impossible à Mayotte ? », contribution pour le site Les Surligneurs, 23 mai 2023, <https://www.lesurligneurs.eu/un-territoire-deux-revendications-lequation-impossible-a-mayotte/>

« **Propos introductifs** », avec Clotilde Aubry de Maromont, Atelier du droit de l'océan indien organisé par la LexOI (Association du droit dans l'océan indien) et le Centre de Recherche Juridique (EA n°14, Université de La Réunion) le 25 octobre 2018, *RJOI*, 2020, n°27, p. 163.

COMMUNICATIONS ORALES LORS DE COLLOQUES :

Conférence sur « Le droit des étrangers à Mayotte », Université de La Réunion, 11 décembre 2025.

Participation au colloque « Etat de droit, états de crises », Université Sorbonne Paris Nord, , 13 novembre 2025, campus Condorcet. Communication ayant pour titre « Le recours aux organismes consultatifs par l'exécutif en période d'état d'urgence ».

Participation au colloque « **La quête d'une simplification du droit : enjeux, paradoxes et perspectives** », 16 octobre 2025, Communication ayant pour titre « Vingt ans de rationalisation du phénomène consultatif : Faut-il supprimer pour simplifier ? ».

Conférence à l'Ecole Normale Supérieure, « Droit, science et éthique : quelle place pour les organismes consultatifs dans la production normative ? », Séminaire Médecine, Humanités, 28 janvier 2025.

Participation au colloque international sur le changement climatique, Université des Seychelles, 3-5 octobre 2022. Communication ayant pour titre « La planification spatiale marine et l'Union européenne dans l'Océan indien : quelles normes, quelle influence ? ».

Participation au colloque « La place de la coutume à Mayotte », CUFR de Mayotte, 3 juin 2022. Communication ayant pour titre « La protection constitutionnelle de la coutume ».

Conférence sur la Commission nationale du débat public, Master 2 DUDD et DBPI, Université de Perpignan, Antenne de Narbonne, 28 février 2022.

Participation au colloque « Droit et volcanisme », Université de La Réunion, 8 et 9 avril 2021. Communication ayant pour titre « Vers la création d'un régime permanent d'« état d'exception » post-catastrophe naturelle ? » en collaboration avec François Cafarelli, Maître de conférences en droit public à l'Université Clermont-Auvergne.

Participation au colloque sur l'habitude en droit, Université de La Réunion, 26 octobre 2018. Communication sur « Les pratiques du Conseil constitutionnel dans le cadre du contrôle de constitutionnalité des lois *a priori* ».

Participation au huitième congrès de l'Association française de droit constitutionnel, Nancy, 16 au 18 juin 2011. Communication sur « Les échecs du mimétisme constitutionnel en Afrique noire francophone ».

RESPONSABILITÉS SCIENTIFIQUES ET ADMINISTRATIVES

2025-

2026 : Membre du bureau de la Section 02 – Université Sorbonne Paris Nord

2025-

2026 : Vice-présidente du comité d'experts Section CNU 02- Université Sorbonne Paris Nord

2025-

2026 : Participation aux travaux de recrutement des ATER Section CNU 02

2026 : Participation aux travaux du Comité de sélection de recrutement d'un maître de conférences – Section CNU 02

2025 : Participation aux travaux du Comité de sélection de recrutement d'un maître de conférences – Section CNU 02

2020-

2023 : Participation aux travaux de recrutement des ATER et commissions de classement des candidatures, plateforme Parcoursup.

**2021- Participation au projet pour le GIP Mission de recherche droit et justice sur « La
2022 place de la coutume à Mayotte » dirigé par E. Cornut, H. Fulchiron, E. Ralser, A. Siri**

**2019- Participation au projet « Les tiers et la justice constitutionnelle », dirigé par les
2020 : professeurs Olivier Desaulnay et Mathieu Disant.**

2018 : Direction scientifique et organisation du colloque sur l'habitude en droit.

2018 : Direction scientifique et organisation de l'atelier juridique sur l'habitude dans l'Océan indien.

**2018- Rédaction de notes juridiques dans le cadre du contrat post-doctoral Océan
2019 : Métiss.**

**2010- Retranscription et compte-rendu des débats du cours international de justice
2013 : constitutionnelle des 7 et 8 septembre 2011 : *Les effets des décisions des Cours constitutionnelles* et de la XXVII^e Table ronde internationale des 9 et 10 septembre 2011 : *Juges constitutionnels et Parlements* (en collaboration avec Tamara Lajoinie). Parution à *l'Annuaire international de justice constitutionnelle*.**

2011 : Rédaction de l'index de la 16^e édition de *Les grandes décisions du Conseil constitutionnel*, Louis Favoreu *et alii*, Paris, Dalloz, 2011 (en collaboration avec Tamara Lajoinie).

COMPETENCES LINGUISTIQUES ET INFORMATIQUES

Français (langue maternelle), **anglais** (lu, parlé), **espagnol** (lu)

Maîtrise le **Pack Office** (Word, Excel, PowerPoint).